

*Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Sous la direction de Christian Topalov. Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, Paris, 1999, 574 p.

Michel Dreyfus

Numéro 280, avril 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1023672ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1023672ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut de l'économie sociale (IES)

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Dreyfus, M. (2001). *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Sous la direction de Christian Topalov. Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, Paris, 1999, 574 p. *Revue internationale de l'économie sociale*, (280), 92–93.  
<https://doi.org/10.7202/1023672ar>

# NOTES DE LECTURE

## Laboratoires du nouveau siècle La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914

Sous la direction de Christian Topalov.  
Editions de l'Ecole des hautes études  
en sciences sociales, Paris, 1999, 574 p.

Apparue comme discipline scientifique au début des années 60 autour de la revue *Le Mouvement social*, l'histoire sociale a d'abord été tributaire du contexte intellectuel dans lequel elle se développait. Dans une France où le poids du Parti communiste était puissant et où le marxisme avait une place importante à l'université, l'histoire sociale était principalement pensée en termes de conflits et d'affrontements, alors que l'histoire de la réforme n'avait guère sa place : elle était jugée comme un objet d'étude peu digne, voire suspect. L'histoire ouvrière et sociale était marquée d'une vision héroïque où la négociation et la recherche du consensus n'avaient guère leur place. En fait, il fallut attendre le début des années 80 pour que ce nouveau terrain commence à être investi, non sans lenteur, par la communauté scientifique. Il en est résulté un décalage entre la connaissance que nous avons des courants révolutionnaires et de ceux qui, au contraire, ont privilégié la recherche du consensus. Ce décalage existe également dans ce que nous savons des hommes, plus rarement des femmes, qui mirent en œuvre ces différents projets.

C'est la raison pour laquelle on doit remercier Christian Topalov, maître d'œuvre de cet ouvrage important auquel ont contribué une douzaine de chercheurs : ce livre contribue en effet largement à combler cette lacune. Il nous guide dans les dédales de la mouvance réformatrice qui se met en place à l'heure où les républicains accèdent effectivement au pouvoir vers 1880 et jusqu'à la Grande Guerre : cette nébuleuse

considérable qui se développe durant plus de trois décennies reste encore très mal connue. Elle est d'abord constituée de hauts fonctionnaires et d'hommes politiques. Un certain nombre appartient au Parti radical ou en sont proches : on pense à Léon Bourgeois, dont le solidarisme exerce alors une réelle influence sur la scène publique. D'autres viennent aussi du socialisme indépendant (Albert Thomas) et des milieux républicains modérés. On y trouve également des mutualistes, des animateurs de groupements issus de l'initiative individuelle tels que la Société d'économie sociale ou la Société des visiteurs. On notera aussi que, non sans hésitation, ces réformateurs sociaux cherchent à coopérer avec les outils que l'Etat met peu à peu en place au même moment : Office du travail, ministère du Travail, etc. Sans surprise, on voit aussi le Musée social jouer ici un rôle carrefour ; il représente un lieu de rencontre et de réflexion, ce qu'avait déjà bien montré l'ouvrage collectif dirigé par Colette Chambelland, *Le Musée social en son temps*<sup>(1)</sup>.

A l'heure où le réformisme a connu sinon son âge d'or, du moins un important développement, on est frappé par l'ampleur des projets de ces réformateurs sociaux : ils réfléchissent à la protection sociale, mais aussi aux problèmes du logement, à l'organisation du travail. Ils se caractérisent également par un grand optimisme. Dès ces années, en effet, ces milieux ont une approche des problèmes qui dépasse très largement les frontières de l'Hexagone : sur ce plan, ils font véritablement œuvre pionnière et beaucoup de questions qu'ils se posaient il y a un siècle restent encore à résoudre aujourd'hui. On ne peut qu'être frappé par la modernité de leur démarche.

(1) *Le Musée social en son temps*, sous la direction de Colette Chambelland. Presses de l'Ecole normale supérieure, Paris, 1998, 402 p.

Souhaitons que de nouveaux travaux approfondissent le champ des recherches défriché par cet ouvrage. L'expérience acquise à travers la réalisation du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*<sup>(2)</sup> est précieuse et doit s'appliquer à des courants plus larges que ceux du mouvement ouvrier, au sens strict. En ce qui nous concerne, nous essaierons modestement d'y apporter notre pierre, puisque avec Eric Belouet, nous avons mis en chantier un *Dictionnaire biographique des responsables mutualistes* qui dirigeront la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) de sa constitution, en 1902, à nos jours : quelque huit cents responsables seront ainsi présentés. Il serait souhaitable qu'une démarche analogue puisse être menée à l'égard du mouvement coopératif – nébuleuse aussi immense que mal connue – et également des dirigeants du ministère du Travail, depuis sa création, des responsables des assurances sociales, de la Sécurité sociale, etc. Ces multiples chantiers concernent les lecteurs de la *Recma*.

Michel Dreyfus ●

**La coopérative  
– une autre façon d'entreprendre –  
d'hier à aujourd'hui**

*Ouvrage collectif rédigé par P. Rolland,  
J.-F. Draperi, A. Hyver et G. Bousquet.  
Scopedit, Paris, mars 2001, 80 p.*

Publié par Scopedit, *La coopérative – une autre façon d'entreprendre – d'hier à aujourd'hui* est un petit ouvrage de 80 pages présenté en couverture comme un outil pédagogique à destination des élèves et enseignants du secondaire. Par sa présentation claire et élégante, nul doute qu'il atteindra facilement sa cible. Il n'est pas non plus inutile de le mettre entre les mains d'étudiants du supérieur spécialisés dans le champ ou, mieux, non spécialistes. En effet, le texte présente l'intérêt de poser dans chacune des parties qui le composent une problématique centrale plus opérative que spéculative.

Le premier texte, signé Pierre Rolland, se réfère à l'histoire ; il met l'accent sur le couple coopération-mouvement ouvrier, trop souvent laissé dans l'ombre dans l'officialité du discours coopératif. Arielle Hyver, pour sa part, se consacre dans la deuxième partie aux coopératives ouvrières et met en évidence un autre couple difficile, celui du « coopératisme » œuvrant avec ou contre le management d'entreprise au sein des unités de production. Jean-François Draperi élargit, en dernière présentation, la vision des coopératives au monde entier et pose la problématique d'un troisième couple, coopération-développement, heureusement généralement plus harmonieux que les précédents.

L'ouvrage est « territorialisé », puisque son origine se trouve dans le colloque organisé à Lyon en juin 2000, dans le quartier de la Croix-Rousse, à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de la mort de Michel-Marie Derrion. C'est l'union régionale des Scop qui a pris la décision d'éditer le livre accompagnant une exposition itinérante dans les lycées. Cet enracinement donne du corps aux textes. Ainsi, l'histoire et les origines de la coopération font ici bonne place au Lyon des années 1830, marqué par la concentration ouvrière, le rôle des canuts, au niveau de qualification et de conscience élevé. Dans cet environnement, M.-M. Derrion va ouvrir en 1835 la première épicerie coopérative, « le commerce véridique et social » ; il y en aura bientôt sept autres. Trois ans plus tard, il n'y a plus rien ; Derrion s'est affronté à l'hostilité de l'administration, de la police et même des concurrents installés, face à ce qui pouvait apparaître comme l'émanation de sociétés ouvrières secrètes, comme préfiguration de ce qui sera le syndicalisme (1832, les « ouvriers ferrandiers »). Derrion meurt à Rio de Janeiro en 1850 après une nouvelle tentative, celle de l'établissement d'un phalanstère au Brésil.

C'est un encart en marge du texte qui nous conte l'aventure Derrion, présentation particulièrement lisible, pédagogiquement efficace. Dans le même texte, deux autres encarts sont réservés à des tableaux synoptiques. Ils mettent en parallèle, entre 1830 et 1880, puis entre 1880 et 1939,

(2) Quarante-cinq volumes publiés sous la direction de Jean Maitron, puis de Claude Penneret aux Editions ouvrières-Editions de l'Atelier, de 1964 à nos jours. La recherche se poursuit sur les militants ouvriers de 1940 à 1968 et fera l'objet d'autres volumes.